



EN GRÈVE LE 1^{ER} OCTOBRE



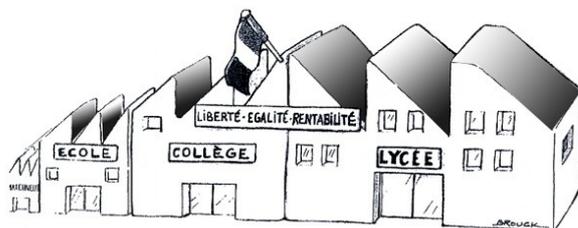
DÉFENDONS L'ÉCOLE PUBLIQUE LAÏQUE

L'Union Syndicale Solidaires (dont fait partie SUD éducation), la CGT, la FSU, et des organisations de jeunesse appellent à une journée nationale de grève et de manifestation le 1er octobre pour l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans, pour des augmentations de salaires dans le privé comme dans le public, et pour investir les moyens nécessaires pour des services publics de qualité.

REFUSONS LA CASSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

« Garantir que chaque élève, chaque jour de l'année, aura un professeur face à lui. », c'était une déclaration de Gabriel Attal alors ministre de l'Éducation nationale à la rentrée 2023. La promesse n'était pourtant pas énorme, on serait en droit d'attendre au moins ça. C'est raté ! Et c'est encore plus raté à la rentrée 2024 quand il manque au moins un professeur dans un établissement du secondaire sur deux, quand la perpétuation des choix du sinistre Blanquer en matière d'orientation conduit plus de 13 800 élèves à se trouver en attente d'un établissement, tous niveaux confondus, deux semaines après la rentrée. « *Cela représente 0,3 % de la population scolarisée dans le second degré, ces*

chiffres sont stables par rapport à la rentrée 2023 » déclarait sans honte la ministre démissionnaire... La désorganisation est donc à tous les étages, plus encore lorsque des écoles voient fermer une classe dix jours après la rentrée, lorsque la jeunesse de ce pays fuit les métiers de l'enseignement et que le discours managérial des hiérarchies sert à cacher une réalité constamment dégradée.



REFUSONS LES FERMETURES EN MASSE ANNONCÉES

Le constat est connu depuis plusieurs années. Les chiffres sont aujourd'hui plus précis. Les effectifs dans le premier degré passeraient de 6 704 000 (rentrée 2018) à 5 993 000 (rentrée 2028). Dans le secondaire ils passeraient de 5 615 000 à 5 526 000, avec 132 000 élèves de moins en

collège. Notons que ces chiffres de l'Inspection générale de l'Éducation du Sport et de la Recherche ne distinguent aucunement l'École publique de l'enseignement privé. Notons également qu'entre les rentrées 2017 et 2023, le nombre d'étudiant·es a augmenté de 245 000

et que dans la majorité des universités, l'emploi d'enseignant-es contractuel-les a explosé.

Bien évidemment, le rapport commandé par Matignon en 2023 ne se contente pas de donner des chiffres, il décrit des orientations possibles. Toutes s'engouffrent dans la politique éducative ultralibérale mise en place depuis 2017, politique qui démantèle chaque année un peu plus l'École publique.



L'inspection générale est constamment dans la logique comptable et « *l'optimisation* », elle prône une chasse aux effectifs « *trop réduits* » par rapport à la moyenne nationale. **Cela pourrait se traduire par la fermeture de 600 classes en primaire, entre 1 000 et 1 450 classes au collège et par la suppression de 1 380 à 1 820 équivalents temps plein en lycées**, qui conduirait à « *une réduction de l'offre d'options ou d'enseignements de spécialité et à une réduction des dédoublements de classe* ».

On nous parle également de « *une meilleure adéquation territoriale du*

nombre d'écoles et d'établissements au nombre d'élèves... » ou encore de « *maillage territorial* » pour conclure à **la fermeture possible de 1925 écoles !**

L'éducation prioritaire n'est pas épargnée par un possible relèvement des seuils de dédoublements qui actuellement sont loin d'être effectifs dans toutes les classes de Grande Section, CP, CE 1 de REP+. Un relèvement à 13, voire à 17 élèves (12 actuellement, en théorie) permettrait de **fermer jusqu'à 2359 classes.**

Alors que la France fait partie de pays de l'OCDE avec les effectifs les plus chargés, à aucun moment il n'est question d'amélioration des conditions de travail et d'étude, de lutte contre l'échec à l'école. A aucun moment il n'est question d'innovation pédagogique et de soutien scolaire accru à l'école, au collège ou au lycée. A aucun moment il n'est question de renforcement de la formation initiale et continue des enseignants. Rien ! Seule la logique de la calculette prévaut.

Pourtant, tou-tes les collègues le savent, la question des effectifs est centrale dans la réussite des élèves comme pour la qualité de nos conditions de travail. Or, un tiers des écoles primaires ont plus de 25 élèves par classe, la moyenne des collèges étant à 25/26 élèves et celle des lycées à 29/30 élèves ce qui signifie dans ces derniers, pas mal de classes à plus de 35 élèves.

A Sud éducation, nous pensons qu'il faut mettre la pause démographique au service de la transformation démocratique de l'École Publique, de la maternelle à la terminale :



- Réduire les effectifs de nombreuses classes, recruter des personnels
- Réinventer une réelle formation continue des personnels.
- Titulariser les personnels précaires et stopper le recours au contractuel·les.

UNE SEULE ÉCOLE : L'ÉCOLE LAÏQUE

A l'heure où le gouvernement Barnier désigne une ministre de l'Éducation nationale spécialiste des questions militaires.... Et un ministre de la réussite scolaire ardent défenseur de l'enseignement privé, nous voulons réaffirmer que seule l'École publique laïque scolarise tous les jeunes. L'enseignement privé sous contrat, le plus souvent catholique, financé à 73 % par l'argent public, sépare les élèves. Ceux de familles très favorisées en constituaient 26,4 % des effectifs en 2000, ils en représentaient 40,2 % en 2021. Dans ces établissements privés, les enfants de milieux favorisés ou très favorisés sont majoritaires (55,4 % en 2021 contre 32,3 % dans le public). Le public scolarise trois fois plus d'élèves boursiers (29,1 %) que le privé (11,8 %). La concurrence inégale et faussée de l'enseignement privé sous contrat participe à la ghettoïsation,

notamment des quartiers populaires. Le financement collectif du séparatisme social et scolaire est inacceptable. l'argent public doit aller à l'école publique. Sud éducation revendique la nationalisation de l'enseignement privé.



**EN GRÈVE LE 1^{ER} OCTOBRE
10H00 PLACE DELILLE À CLERMONT-FERRAND
À L'APPEL DE SOLIDAIRES, CGT, FSU, UNION
ÉTUDIANTE AUVERGNE**

DES RÉFORMES CONTESTÉES TOUJOURS EN COURS

DES MOYENS EN CONSTANTE BAISSSE

Avec une ministre démissionnaire qui n'en finissait plus de démissionner, et devant la pression des personnels pour avoir une ligne claire sur le brevet des collèges, le ministère de l'Éducation nationale a fini par abdiquer et **annuler la réforme du brevet** (et notamment l'obligation de son obtention pour passer en seconde) prévue dans le « Choc des savoirs ». Pour autant, initiée par Attal, **la réforme n'est pas totalement annulée** : la mise en place de groupes en barrettes en 6^e/5^e sans moyens supplémentaires a désorganisé la rentrée des collèges (et on peut s'inquiéter de la mise en place prévue en 4^e/3^e l'année prochaine), les manuels labellisés conditionnent toujours la prime versée par l'État aux mairies dans le 1^{er} degré.

Par ailleurs, **le Service National Universel n'est pas annulé** et si l'on en croit les déclarations il y a quelques temps de notre nouvelle ministre, il pourrait devenir obligatoire en seconde. **Réactionnaire, cette mesure coûte en plus très cher : entre 3,5 et 5 milliards d'€ par an** (pour le moment, car elle n'était pas généralisée). Militariser l'école en lui pompant davantage d'argent à l'heure où l'on nous explique qu'elle doit se serrer la ceinture, cela ne peut constituer un projet acceptable, nous devons le combattre.

Cette rentrée s'est également déroulée sous le signe de la **généralisation des évaluations nationales du CP à la 3^{ème}**, qui sont contestables tant sur la forme (pas forcément adaptées aux niveau des élèves) que sur le fond (que fera-t-on des remontées individuelles de nos

élèves ? Y aura-t-il une mise en concurrence des élèves, des enseignant·es, des établissements ?

Du côté de l'école inclusive, ce n'est pas mieux : alors qu'on nous parle d'une nouvelle refonte des PIALs en PAS (peu importe ce que signifie l'acronyme, l'idée est de fusionner les PIALs pour avoir encore moins de moyens sur des zones plus larges...), **il manque actuellement plus de 100 AESH dans le Puy-de-Dôme**. Soit de très nombreux enfants non ou peu scolarisés, des personnels en difficultés pour prendre en charge le handicap de ces élèves. Nous apprenons également que de nombreux soucis émergent sur la pause méridienne : de nombreux enfants n'ont plus d'AESH sur ces temps, faute évidemment de moyens. Dans les instituts médico-sociaux, les listes d'attente s'allongent et laissent les familles ou les personnels sans solutions.

Du côté de la protection de l'enfance, les moyens s'amenuisent, de nombreux enfants et adolescent·es ne sont pas pris en charge, avec pourtant des placements ordonnés par la justice. Pour finir, un récent baromètre organisé par l'Unicef France et la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), **plus de 2 000 enfants étaient à la rue à la rentrée**, faute de solution trouvée par le Samu social.

A l'heure où la ministre des armées de l'Éducation nationale vient d'être nommée, se mobiliser pour l'obliger à redonner des moyens à l'école et à la protection de l'enfance est plus que nécessaire.

SUD éducation 63 /03 revendique :

- La construction d'une véritable école inclusive avec les moyens adaptés à une école pour tous les enfants, avec notamment la création et la reconnaissance d'un vrai statut pour les AESH ;
- La fin de la logique des évaluations constantes, chronophages et qui concourent à la mise en concurrence des personnels ;
- L'abandon de la réforme du « Choc des savoirs », le libre choix des personnels pour la mise en place ou non de barrettes au collège
- La fin du SNU, outil d'embrigadement de notre jeunesse
- Des moyens pour la protection de l'enfance.



DÉCLARATION FSU, UNSA EDUCATION, FNEC FP FO, CFDT EFRP, CGT EDUC'ACTION, SNALC ET SUD EDUCATION REÇUS EN AUDIENCE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (EXTRAITS)

Madame la présidente, Mesdames et Messieurs les députés,

[...] La crise de recrutement s'enracine, concerne aussi désormais d'autres personnels, comme les AESH. Le ministère bricole (par exemple avec des petites annonces) pour tenter de cacher la pénurie [...]

[...] Nous continuons à nous opposer aux mesures du Choc des savoirs et à demander leur abandon. Par exemple, les évaluations nationales standardisées obligatoires doivent être abandonnées, et les mesures en suspens comme la généralisation des classes prépa secondes doivent être retirées.

[...] Dans une École qui manque de tout, il est inacceptable que des investissements conséquents ne soient pas engagés.

Plusieurs faits, enquêtes journalistiques et travaux parlementaires sont venus confirmer l'ampleur du séparatisme scolaire et social entretenu par l'enseignement privé, un phénomène inacceptable qui appelle des mesures d'urgence.[...]



RETRAITES : RÉSISTER AU MATRAQUAGE MÉDIATIQUE

Contre tous les idéologues libéraux qui campent dans les médias, contre tous les faiseurs d'opinion qui pensent que nous ne travaillons jamais assez longtemps, nous affirmons que la réforme des retraites de 2023 ne répondait à aucune nécessité de financement. Par millions dans la rue, nous avons affirmé notre refus de travailler jusqu'à l'usure. Malgré les déclarations alarmistes, le système de retraite se porte plutôt bien, il est même excédentaire depuis 2021. Pour assurer le financement de nos retraites, les solutions ne manquent pas :

- Augmenter le taux d'emploi par la réduction du temps de travail à 32h et les embauches massives dans les secteurs prioritaires et notamment les services publics (école, hôpitaux, services de proximité dans le milieu rural notamment, ...)
- Augmenter les salaires et les minima sociaux et parvenir enfin à l'égalité salariale femmes/hommes.
- Supprimer les exonérations de cotisations sociales qui ne profitent qu'au patronat, à la finance et aux classes sociales aisées.
- Augmenter progressivement les taux de cotisations pour alimenter la protection sociale.

Ces mesures permettraient de revenir à une retraite à 60 ans à taux plein pour toutes et tous et à 37,5 annuités de cotisation maximum. Même le Conseil d'Orientation des Retraites n'invalide pas ces possibilités. Le choix, c'est celui d'une autre répartition des richesses produites par le travail, mais nous n'obtiendrons que ce que nous arracherons.

DÉFAITE ÉLECTORALE : MACRON FAIT LA SOURDE OREILLE TOUTES ET TOUS ENSEMBLE POUR SE FAIRE ENTENDRE !

Malgré ses défaites électorales, Macron s'allie à LR avec la bénédiction de l'extrême-droite pour poursuivre sa politique de régression sociale : dur avec les faibles, faible avec les forts. Pourtant chaque jour des millions de gens pâtissent du niveau des salaires et des minima sociaux insuffisants, de l'absence de services publics ou de leur absence de moyens.

Depuis qu'il est au pouvoir Macron a fait le choix résolu et jamais démenti d'un néolibéralisme qui entraîne l'augmentation des richesses pour les uns et la précarisation et le recul des services

publics pour les autres. En sept ans il a promu trois réformes de l'assurance-chômage : toujours plus de conditions pour toujours moins d'indemnisation. Il est bien évident que ces choix politiques ont des incidences sur l'état de l'École publique et de l'Université comme sur la situation de nombreuses familles de nos élèves. Partout où nous travaillons nous constatons sur les élèves les effets de la précarisation de leur famille. Toutes les organisations syndicales de l'Éducation nationale n'ont pas choisi d'appeler à la grève, nous le regrettons.

Nous pensons qu'il faut se mobiliser car octobre marque le début de la discussion budgétaire au parlement qui sera centrale : il faut remettre en cause les « cadeaux fiscaux » faits aux plus riches, et enfin dégager des recettes budgétaires, plutôt que de raboter éternellement les dépenses sociales porteuses d'égalité. Nous savons qu'une grève en octobre ne suffira pas mais c'est bien aujourd'hui qu'il faut commencer...



Sud éducation appelle tous les personnels de l'Éducation nationale, titulaires ou précaires, syndiqués ou non à rejoindre la grève mardi 1^{er} octobre, à manifester à partir de 10h depuis la Place Delille à Clermont-Ferrand.